

*COMITE INTER-ETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECERESSE DANS LE SAHEL
(CILSS)*

*UNION EUROPEENNE
(UE)*

*PROGRAMME REGIONAL
« AMELIORATION DES INSTRUMENTS DU DIAGNOSTIC PERMANENT POUR
LA SECURITE ALIMENTAIRE REGIONALE » Phase III*

DIAPER III

CAP VERT

RAPPORT D'EVALUATION / PROGRAMMATION

DIAPER III / AN V

Pascal DELORME, CESD-Communautaire
Laouali IBRAHIM, ECA / DIAPER III

Janvier 1998

REPUBLIQUE DU CAP - VERT

Rapport de la mission d'évaluation (97/98) et de programmation (98/99)

du projet DIAPER III

(du 23 au 30 Janvier 1998)

Avant - propos

Dans le cadre du Projet DIAPER III, une mission d'évaluation du Devis-Programme IV et de programmation du Devis-Programme V a été effectuée au CAP-VERT du 23 au 30/01/1997 par Messieurs P. DELORME, du CESD-Communautaire, et Laouali IBRAHIM, membre de l'Equipe Centrale d'Animation.

SOMMAIRE

I - EVALUATION	4
1. 1 - Aspect institutionnel	4
1.1.1. Animation locale	4
1.1.2. Composante nationale	5
1.2 - Activités	6
1.2.1 - L'enquête permanente agricole	6
1.2.2 - L'enquête suivi des marchés céréaliers (SIM)	12
1.2.3 La mise à jour de la base de sondage.	14
1.2.4 Analyse / Diffusion	15
1.2.5. Formation	16
1.3. Gestion des devis-programmes	16
1.4. Mise en oeuvre des conditionnalités	18
1.5. Bonus-Malus	18
II. PROGRAMMATION DES ACTIVITES A METTRE EN OEVRE AU COURS DU DEVIS- PROGRAMME III	19
2.1. Les enquêtes	19
2.1.1. L'enquête agricole permanente:	19
2.1.2. Le Système d'information sur les marchés céréaliers (SIM)	20
2.2 Analyse/Diffusion	20
2.2.1 Centrale d'information	20
2.2.2 Publication	20
2.3. L'Animation locale:	21
2.3. Participation de l'Etat à la prise en charge de frais de collecte:	22

I - EVALUATION

La mission cette année a trouvé une situation en demi-teinte quant à la préparation de l'exercice d'évaluation / programmation. Des efforts avaient été faits dans le domaine de l'évaluation retrospective des activités menées au cours de DIAPER III, mais la programmation (activité, budgets) n'avait fait l'objet que de peu de préparation de la part des structures.

Le déficit en terme de coordination et d'animation provient largement du rôle particulier de l'animateur local, mais des efforts sont tout de même souhaitable surtout dans les aspects de coordination.

1. 1 - ASPECT INSTITUTIONNEL

Suite au remaniement Ministériel de janvier 1995, la restructuration du Ministère de l'agriculture se poursuit avec la création probables de nouvelles directions (cette procédure étant en phase de gestation, aucune décision n'est vraiment encore arrêtée) toutefois les activités des statistiques agricoles devraient être maintenues, voire renforcées dans le nouvel organigramme du Ministère.

Le GEP est en train de négocier avec les bailleurs de fonds pour un programme de soutien sur 4 ans permettant de réaliser d'une part un recensement de l'agriculture et d'autre part d'installer un système complet d'enquête permanente agricole (agriculture, élevage,).

Actuellement quelques mesures ont déjà été prises, notamment la décentralisation de la gestion administrative des enquêteurs vers les délégations (structures régionales du Ministère de l'Agriculture).

Si cette décentralisation est effective, la mission recommande que les responsables de délégation puissent être sensibilisés à l'importance des travaux statistiques (afin d'éviter aussi comme cela s'est vu dans d'autres pays que les enquêteurs soient employés à d'autres tâches) par un court atelier national de 2 à 3 jours qui doit aborder les questions de qualité statistique, de respect des délais, de gestion des hommes et du matériel.

Concernant le SIM céréale, actuellement logé à l'INFA (Institut National de Promotion Agricole) suite aux restructurations en cours, il devrait être prochainement déplacé vers un autre service de tutelle. A l'heure actuelle, aucune décision formelle n'a encore été prise, mais il est probable que le GEP reprenne cette activité. Ceci ne devrait pas poser de problème de collecte étant donné que les enquêteurs du GEP assurent déjà la collecte des prix. Normalement ce transfert devrait être effectif dans le courant de l'année prochaine.

1.1.1. Animation locale

Il faut noter que l'animateur fait également fonction de Responsable de la Division des Statistiques Sectorielles du GEP. Il est de ce fait installé dans les locaux du GEP.

Il fait donc partie intégrante du GEP, donc du Ministère de l'Agriculture, de la Composante Nationale et de la Commission Nationale pour la Sécurité Alimentaire (CNASA).

Cette situation, si elle est permis une bonne coordination entre les services ne peut permettre à l'animateur local de se consacrer entièrement aux tâches d'animation (telles que décrites dans le cahier des charges) par manque de temps. Le travail de l'animateur n'est pas

en cause mais la charge de travail qu'il peut objectivement réaliser n'est pas la même que dans les autres pays, situation d'autant plus dommageable que le dispositif soufre d'un déficit en cadre de conception.

Quoiqu'il en soit l'animateur suit l'ensemble des dispositifs et participe activement tant sur le plan technique que sur le plan de l'organisation de la collecte et du traitement des données.

La mission recommande toutefois de veiller particulièrement aux travaux à réaliser dans le cadre de n'l'analyse et de la diffusion.

a) Rapport d'activité succinct

L'animateur local a préparé cette année deux rapports d'activités d'une dizaine de pages.

b) Relations de travail et collaboration avec les autres organismes impliqués dans l'appui aux systèmes d'information sur la Sécurité Alimentaire

Ces relations sont forcément excellentes puisque l'Animateur local est en même temps Responsable de la Division des Statistiques Sectorielles et qu'à ce titre il fait partie de la Commission nationale pour la Sécurité alimentaire et de la Composante Nationale.

Le problème de l'internalisation des fonctions de l'animation locale ne se pose pas au Cap Vert. De plus, si le GEP voit son champ d'application élargi (comme cela est prévu) à l'ensemble du champ de la statistique agricole (agriculture, élevage, prix, ...) cela facilitera encore le travail de coordination statistique.

c) Moyens de travail

L'animateur installé dans les locaux du Ministère de l'Agriculture dispose d'un matériel bureautique suffisant.

Inventaire du matériel à la disposition de l'Animateur local.

Type de matériel	Description	Date d'acquisition	Etat	Destination
Equipement de bureau				
Ordinateurs	1 Olivetti	Août 95	Bon	Secrétaire
Imprimantes	1 Epson	Août 95	en panne	
Ordinateur	1 Compaq pentium	97	neuf	Animateur
Imprimante	HP 690 C	97	neuf	
Onduleurs	1			
Photocopieurs	1	Juin 95	neuf	
Fax *	1	Mai 95	neuf	

* le fax n'a toujours pas été installé.

1.1.2. Composante nationale

a) Textes de création / ou cadre informel

La situation est particulière au Cap-Vert en ce sens qu'il existe officiellement depuis 1989 (car créée dans le cadre du projet « Alerte Rapide » de la FAO) une Commission Nationale pour la Sécurité Alimentaire (CNASA) qui a en fait un double rôle:

- C'est une Commission Inter-Ministérielle, très élargie, de concertation politique
- dont le Secrétariat Permanent sert de cadre de concertation technique puisqu'il est chargé de la production coordonnée des données statistiques en matière de Sécurité alimentaire.

Le chef de file de cette Commission est le Ministère de l'Agriculture.

On peut donc dire que la Composante Nationale existe, animée par le secrétariat permanent de la CNASA et le GEP.

Cependant, il est prévu dans le cadre du nouvel organigramme du Ministère de l'Agriculture, la création d'une Direction de la Sécurité Alimentaire, dont les fonctions ne sont pas encore définies, amis qui recouperaient une partie des activités du Secrétariat Permanent du CNASA.

b) Structures participantes

La composition de la Composante Nationale est la même que celle de la Commission Nationale pour la Sécurité Alimentaire. (CNASA) et n'a pas changé depuis sa création. Elle comprend toutes les structures directement impliquées dans le suivi de la sécurité alimentaire (Agriculture, Pêches, Environnement, ...).

c) Mode de fonctionnement

La commission systématiquement chaque mois de Mai à Octobre et les Structures techniques qui en font partie se réunissent chaque décade tout au long de la saison des pluies.

En fait, le Cabinet d'Etudes et de Programmation (GEP) du Ministère de l'Agriculture rassemble les données statistiques se rapportant à la sécurité alimentaire et établit les « Rapports sur la Sécurité Alimentaire », prévisionnels et définitifs, qui sont soumis à la CNASA par le canal du Secrétariat Permanent.

Le Secrétariat Permanent de la CNASA rédige ensuite et publie un Bulletin mensuel (FLASH sur une page A4) et un trimestriel, synthèse de toutes les informations disponibles sur la situation alimentaire.

L'ensemble de ces structures fonctionnent et produisent régulièrement de l'information, ce qui est à améliorer concerne plutôt le contenu de l'information que le fonctionnement institutionnel.

1.2 - ACTIVITES

Deux enquêtes sont actuellement soutenues par le projet DIAPER:

- « l'enquête agricole permanente »
- « l'enquête suivi des marchés céréaliers » dans le cadre du Système d'Information sur les Marchés (SIM).

1.2.1 - L' enquête permanente agricole

L'enquête vise à recueillir des données sur les superficies et les rendements des principales cultures pratiquées afin de faire les prévisions de récolte, d'obtenir des résultats définitifs sur les productions et de faire les bilans céréaliers prévisionnels et définitifs de la campagne agricole.

Elle porte sur les cultures pluviales.

Les données sur les cultures irriguées qui étaient par le passé enquêtées mais non utilisées, ont fait l'objet d'une opération pilote visant à définir une méthodologie appropriée à leur collecte. En 96/97, la situation pluviométrique avait fait que les données du test, réalisé sur

l'île de Santiago, n'évaient pu être exploitées. Ce test a été repris en 97/98 et l'enquête "culture irriguée" devrait être intégrée à l'enquête permanente dès la campagne prochaine.

- les organismes impliqués dans sa réalisation

Elle est réalisée par le Cabinet d'Etudes et de Planification du Ministère de l'Agriculture (GEP) avec l'assistance technique et financière de DIAPER.

- les ressources humaines

Le problème des ressources humaines pose toujours problème au du Cap Vert, surtout au niveau de l'encadrement technique et même s'il est prévu le renforcement de l'équipe par le recrutement d'un statisticien, le volume de travail de plus en plus grand assuré par l'encadrement technique risque de devenir pénalisant.

Ce déficit est double d'une part en quantité et d'autre part en qualité (Cf chap formation).

Le ressources humaines se décomposent comme suit:

Personnel	Nombre prévu	Nombre utilisé	Imputation budgétaire
Enquêteurs à plein temps	31	31	budget Etat
Enquêteurs à temps partiel			
Contrôleurs			
Superviseurs régionaux			budget Etat
Techniciens professionnels	4	4	
Technicien supérieur	1	1	
Technicien moyen	1	1	
Superviseurs nationaux			
Agents de dépouillement /saisie			budget Etat
Technicien professionnel	1	1	
Agent	1	1	
Informaticiens			budget Etat
Technicien professionnel	1	1	
Analyste			budget Etat
Technicien supérieur	1	1	
Agent centrale d'information			
Autres Agents			budget Etat
Technicien moyen	1	1	
Chauffeur	1	1	

- les ressources matérielles (CF. inventaire en annexe)

Le matériel informatique prévu a été acheté et la division dispose maintenant de 5 ordinateurs, ce qui doit être suffisant en temps normal.

Le micro-ordinateur du SIM, utilisé pour le dépouillement du recensement des exploitations a été remis à cet organisme.

Comme souligné précédemment la division ne dispose plus de véhicule.

Concernant les motos, la mise en place du dispositif de contrôle (14 contrôleurs) pose de gros problème de transport pour la réalisation de leur mission.

La mission recommande que 8 motos supplémentaires puissent être acquises au titre du Bonus pour doter les contrôleurs de moyen de déplacement (Cf cgap Bonus / Malus).

- la technique

Constitution de l'échantillon des exploitations

Le découpage administratif des îles du Cap vert distingue :

- les Conseils
- les Zones (espace territorial composé d'une ou plusieurs localités)

L'enquête est une enquête annuelle par sondage à deux degrés. Les unités primaires sont constituées par les zones et les unités secondaires par les exploitations agricoles.

Les unités primaires font l'objet d'une stratification selon trois critères:

- le climat (semi-aride, semi-humide et humide)
- la répartition géographique (Iles)
- le découpage administratif (Conseils)

On a ainsi défini 37 strates dont 35 sont retenues dans le champ de l'enquête.

Les unités primaires ont été tirées avec remise et avec probabilités inégales, proportionnellement au nombre d'exploitations. L'échantillon comporte 152 zones.

Les unités secondaires ont été tirées avec probabilités égales et sans remise. On a tiré en général 12 exploitations par zone retenue dans l'échantillon.

Pour la campagne 1997/1998 le même échantillon a été retenu.

Les produits retenus

L'observation porte sur les produits suivants les cultures pluviales.

Les cultures irriguées devraient faire l'objet d'une enquête systématique à compter de l'an prochain.

Les variables observées

Les variables observées sont les mêmes que par le passé ainsi que le nombre de passages sur le terrain.

Il subsiste toutefois au Cap Vert, le problème de l'utilisation des fiches de prévision de récolte (qui correspondent au second passage sur le terrain). En effet ces données sont collectées mais compte tenu des dates de publication des prévisions elles ne sont jamais utilisées. Ces données sont toutefois saisies.

L'analyse systématique entre les fiches prévisions et récolte n'a pas été effectuée, la mission recommande toutefois de poursuivre cette investigation ou d'abandonner les fiches prévision.

Concernant l'obtention des productions prévisionnelles, elles sont faites "à dire d'expert" après réunions des différents partenaires de la composante nationale (qui est aussi le GTP AGRHYMET) autour d'arbitrages réalisés à partir des informations apportées par chacun. Cette méthode, qui n'est au demeurant pas plus mauvaise qu'un comptage d'épis mal réalisé,

est cependant assez "opaque" et peu prêter le flan à la critique en absence de règles d'arbitrage précises.

La mission recommande que dans le cadre de la réalisation du manuel de méthodologie générale ces règles soient consignées pour devenir une méthode.

Le déroulement de l'enquête

L'enquête se déroule en deux phases, la seconde comportant plusieurs passages, selon un calendrier qui dépend de la date des premières pluies qui est assez variable d'une année à l'autre.

En général le calendrier est le suivant:

- **en Juin, première phase** par interview des exploitants de l'échantillon - identification de l'exploitant, caractéristiques des différentes parcelles et dates d'ensemencement, quantités de semences utilisées

- **en Octobre/Décembre, deuxième phase** qui s'effectue en trois temps.

- Au premier passage, pose des carrés de rendement et comptage des pieds ou des épis afin d'estimer des rendements prévisionnels.

- Au deuxième passage, comptage des pieds ou des épis en bon état, observation de l'état des cultures fruitières, pour améliorer les prévisions. En réalité cette deuxième phase est exécutée sur le terrain parfois très tardivement par suite des conditions climatiques, et elle n'est pas exploitée car les renseignements ne sont disponibles qu'après le passage de la mission d'évaluation de la campagne CILSS/FAO et n'intéressent plus personne.

- Au troisième passage, au moment de la récolte, récolte des carrés de rendement et pesée de la récolte (rendements définitifs).

On obtient alors les résultats définitifs de la campagne.

Les cultures secondaires sont estimées à partir de déclarations des exploitants.

Contrôle

Le dispositif de contrôle se met peu à peu en place à l'issue de la formation réalisée l'année dernière pendant laquelle 14 contrôleurs (agents de l'agriculture dépendant des délégations) avaient été identifiés. Si dans certains endroits le dispositif a correctement fonctionné, dans d'autres le déplacement et le défraiement de ce personnel a posé de nombreux problèmes.

Quoiqu'il en soit le dispositif de contrôle n'est pas encore tout à fait fonctionnel.

La mission recommande de poursuivre les efforts faits dans ce domaine, notamment à travers la sensibilisation des responsables de délégation (supérieurs hiérarchiques de ce personnel) et le fourniture de moyens de transport (voir supra).

Par ailleurs, comme dans les autres dispositifs, la mission recommande de revoir les fiches de contrôle et d'y ajouter un certain nombre de "totaliseurs" permettant de quantifier la puissance de contrôle (nombre de fiches contrôlées, nombre de fiches corrigées, fréquence de erreurs).

Exhaustivité des fichiers et taux de couverture*Pour les résultats définitifs 1996/1997*

Le taux de couverture est de l'ordre de 98 % si l'on considère le total des exploitations qui ont pratiqué l'Agriculture 1764 sur un échantillon de départ de 1800 exploitations. Il convient de noter que sur cet échantillon de 1764 exploitations environ 6 % n'ont pas pratiqué l'agriculture (avec de très fortes proportions 54 % dans l'île de Maïo).

Pour les résultats prévisionnels 1997/1998

L'enquête cette année a fait l'objet d'une diminution de l'échantillon du second degré, le fichier transmis pour le calcul des prévisions de récolte fait état de la structure suivante:

ILE	CONSEIL	ZONES	ECHANTILLON EXPLOITATION	
			PREVU	ENQUETE
Fogo	1	24	288	288
Sao Nicolau	1	12	144	144
San Antao	1	30	360	346
Santiago	1	69	828	768
Brava	1	6	72	72
Maio	1	9	108	101
Boa Vista	1	2	20	20
TOTAL		152	1820	1 739

Soit un taux de couverture de 95 %, ce qui pour une prévision est tout à fait satisfaisant.

Le traitement des données

Il n'y a ni statisticien, ni informaticien, ni agronome de haut niveau. Le plus étonnant est que l'équipe centrale qui ne comprend qu'un Technicien supérieur et un Agent informatique arrive à exécuter très correctement les travaux courants d'exploitation des données sur micro-ordinateurs et produit des publications statistiques de qualité.

La première phase se déroule de Juin à Octobre. Un contrôle est effectué sur le terrain. Les questionnaires sont adressés au GEP qui saisit les données sur micro-ordinateurs en DBASE. Trois fichiers sont constitués.(démographie, parcelles, opinion).

Un contrôle d'exhaustivité et des contrôles de vraisemblance sont faits en fin de saisie.

Les données sont ensuite transférées sur SP6 pour être extrapolées et exploitées.

Les résultats sont transférés sur LOTUS ou WORDPERFECT pour établir les publications.

Les graphiques sont obtenus avec HARVARD GRAPHIC mais, cette fois, en entrant les données nécessaires.

- les données recueillies lors des deux premiers passages de la 2^e phase

Ces données sont exploitées systématiquement chaque année mais pas toujours saisies. Quand il y a saisie, elle se fait sous DBASE et a essentiellement un but de contrôle.

Il n'y a pas à proprement parler d'exploitation informatique.

Ces informations servent à établir les prévisions de récolte destinées à l'élaboration du bilan alimentaire provisoire.

- les données recueillies lors du troisième passage de la 2^e phase

Elles sont saisies sur LOTUS. Elles font l'objet d'extrapolation.

Il n'existe donc pas de chaîne de saisie / traitement à proprement parler, mais les résultats existent et les différents fichiers d'enquête (bruts, apurés), sont conservés.

- les résultats

Deux publications ont été produites par le GEP:

- « Les résultats de l'enquête agricole »

Cette publication bilingue (français, portugais) est de très bonne qualité (certainement une des meilleures du CILSS), les améliorations que peuvent être apportées sont minimes:

- éviter les redondances entre tableaux et graphiques (un graphique doit illustrer une analyse non reprendre les données du tableau)
- éviter les graphiques 3D gourmands en espaces et peu lisibles
- préférer les courbes au histogrammes pour illustrer une évolution
- insérer un glossaire des termes statistiques utilisés.

Les résultats de l'enquête 1996/1997 ont été publiés en Avril 1997, conformément aux recommandations de la précédente mission.

- « L'annuaire de statistiques agricoles »

Cette annuaire qui comprend l'ensemble des données du secteur agricole ainsi que les données démographiques, météorologiques, macro-économique est en passe de partir à l'imprimerie. Il est constitué d'une série de tableaux portant sur les différents domaines. Sa présentation pourrait être grandement améliorée par l'adoption d'un format de tableau unique (typographie, taille des caractères, interlignage, ...) et surtout par l'adoption d'un format de page unique (portrait ou paysage).

La mission recommande que pour la prochaine livraison, les pages en mode paysages soient transformées en mode portrait (vis à vis).

- la précision des résultats

La précision des résultats calculée lors de la mission d'évaluation des enquêtes agricoles indique des résultats satisfaisant eu égard au dispositif utilisé. Les coefficients de variation étant de l'ordre de 2 à 3 % sur les cultures principales au niveau national et de 5 à 10 % pour les mêmes cultures au niveau des îles et des conseils très agricoles.

La mission recommande que dorénavant, les formules de calcul étant connues, les précisions soient calculées annuellement surtout dans le cadre de l'élaboration du nouvel échantillon.

- la documentation disponible

Les travaux de rédaction des manuel se poursuivent et le manuel d'enquête et de contrôle sont maintenant achevés.

Le manuel de saisie et de traitement est en cours de finition.

Reste le manuel de méthodologie générale qui doit être finalisé avant la reprise du nouvel échantillon.

La mission recommande que dans le cadre du tirage du nouvel échantillon la constitution d'une documentation complète constitue une priorité dans les activités de la prochaine campagne, l'animateur local devra veiller tout particulièrement à l'élaboration des différents documents.

- Suivi des recommandations au cours de DIAPER III

Si l'on excepte les études méthodologiques sur les rendements, les autres recommandations ont été réalisées (reprise de la base de sondage, contrôle, traitement, élaboration d'une documentation, amélioration des publications). La lenteur dans l'exécution de certaines opérations (comme la reprise de la base de sondage) provient essentiellement du fait qu'excepté un bref apport méthodologique de la FAO, cette opération a été menée en interne avec un personnel réduit et pas nécessairement le mieux formé à ce type d'activités.

1.2.2 - L'enquête suivi des marchés céréaliers (SIM)

Elle est réalisée par l'Institut National de Promotion Agricole (INFA) avec le concours permanent de 14 enquêteurs du GEP. Le dispositif de collecte de « l'enquête suivi des marchés » repose donc essentiellement sur celui de l'enquête agricole.

- les ressources humaines

L'enquête suivi des marchés est réalisée par:

- Le Chef de la Division commercialisation de l'INFA
- 1 Agent informatique
- Les superviseurs et enquêteurs du GEP
- La délégation régionale de l'INFA de S. Antao
- La Municipalité de Sal

Comme l'enquête agricole, le SIM dispose d'un minimum de personnel aussi bien au niveau des cadres de conception que du personnel technique.

- les ressources matérielles

L'ordinateur prévu pour le SIM, qui était l'année dernière au niveau de la GEP a été remis au SIM céréale.

- la technique

Elle concerne les prix des céréales et des légumes.

L'INFA s'intéresse à l'ensemble de la filière prix, du producteur au consommateur.

Répartition des marchés:

Iles	Marchés de Producteurs	Marchés de consommateurs
Santiago	2	4
Boa Vista	1	1
Maio	1	1
S. Antao	1	3
Fogo	1	1
S. Nicolau	1	1
Sal		1
S. Vicente		1
Brava		1
TOTAL	7	14

Fréquence des relevés:

Les prix sont relevés une fois par semaine sur chaque marché. Les mêmes enquêteurs relèvent également les prix dans des magasins pour les céréales et dans des supermarchés pour les légumes.

Documents d'enquêtes:

Les fiches de relevés ont été élaborées dans le cadre d'un projet d'alerte rapide de la FAO.

Deux types de fiches d'enquêtes sont remplies, l'une pour les céréales, l'autre pour les légumes.

Il n'existe pas de document méthodologique précis concernant cette enquête (manuel d'enquête, de contrôle, de traitement).

Méthodes de mesures:

Tous les prix sont exprimés directement en Escudos/Kg. Les transactions se font toutes dans cette unité sur les marchés ou magasins enquêtés. Il n'y a donc pas de pesées à faire.

Le contrôle:

Il est assuré par:

- les Délégations de l'INFA dans les îles de Fogo, S. Vicente, S. Antao et S. Nicolau
- les superviseurs du GEP et par l'enquêteur de l'INFA à Santiago.

L'enquêteur de l'INFA fait aussi des contrôles dans les autres îles. Les responsables de l'équipe centrale de l'INFA profitent également de leurs déplacements dans les îles pour assurer un contrôle inopiné des enquêteurs.

Transmission des données collectées:

Les données sont transmises soit par Fax, soit par téléphone. En général, les fiches arrivent en J et J+2 au niveau de Santiago et concernent environ 70 à 80 % des fiches d'enquête. On peut toutefois considérer que chaque semaine, il existe un lot de données suffisant pour que les prix diffusés pour chaque île ai un sens.

Le traitement des données:

Les données transmises par les enquêteurs sont toutes saisies sur micro-ordinateur sur un programme fabriqué en MSWORKS. Ce programme par contre n'existe plus et le responsable ne peut l'installer sur le nouvel ordinateur livré.

La mission recommande que l'ECA étudie la possibilité d'élaborer un système de saisie / traitement pour les enquêtes SIM (en macro EXCEL par exemple) qui permettent de sortir de façon aisée les différentes tableaux consolidés et les graphiques de bases de suivi des prix.

- les résultats

L'INFA publie chaque samedi dans le journal les principaux prix relevés, ce qui représente 1/8° de page du journal.

Copie de cette publication est adressée aux délégations de l'INFA et à un certain nombre d'Organismes (Ministères, FAO, Coopératives, Mairies, etc...)

Pendant cette campagne la publication dans le journal a été régulière. Cependant, compte tenu du fait que ce mode de diffusion ne touche en général son public que quelques jours après la confection du bulletin hebdomadaire, la mission recommande que soit testé un bulletin de diffusion radio.

Le bulletin trimestriel a été conçu et diffusé cette année, mais souffre de difficultés de diffusion (4ème trimestre 96 oublié en juin 97).

Compte tenu du probable transfert du SIM, du coût de publication et de diffusion du bulletin trimestriel, la mission recommande que le SIM puisse préparer deux contributions aux bulletin CNASA:

- une contribution mensuelle sous forme d'un graphique accompagné de quelques lignes de commentaires
- une contribution trimestrielle qui reprendrait en simplifiant le bulletin trimestriel.

La seule publication réalisée directement par le SIM pourrait être un bulletin annuel d'analyse des séries temporelles.

1.2.3 La mise à jour de la base de sondage.

Cette opération financée sur le devis 1996/1997 devait permettre de reprendre le recensement des exploitations agricoles qui datait de 1988 afin, d'une part de tirer un nouvel échantillon et d'autre part de constituer une base de sondage pour l'enquête sur les cultures irriguées.

Les opérations de traitement sont maintenant terminées et une nouvelle base de sondage doit servir pour la campagne prochaine. Afin de rémédier aux écarts importants dans les coefficients de variation entre les îles une nouvelle allocation doit être faite pour augmenter la taille de l'échantillon primaire dans 3 îles. Toutefois, l'incidence sur la taille de l'échantillon au second degré devrait être minime (environ 200 exploitations) ce qui ne devrait pas modifier les coûts de l'enquête. Par ailleurs, cette nouvelle base de sondage doit permettre de tirer sur toutes les îles l'échantillon pour les cultures irriguées.

1.2.4 Analyse / Diffusion

Publications

Le secrétariat permanent de la CNASA, qui a été identifié comme réalisant le travail de compilation et d'analyse des données, est une équipe pluridisciplinaire de 5 personnes (agronomes, économistes, ...). D'un point du vue du personnel, le seul problème réside dans la difficulté de maintenir un poste d'informaticien au sein de l'équipe.

D'un point de vue des produits, ceux-ci existent pour la plupart, il s'agit:

- d'un bulletin mensuel (page A4 recto-verso) qui est plutôt un bulletin d'alerte
- d'une bulletin trimestriel qui regroupe une bonne partie de l'information disponible sur la sécurité alimentaire.

Ces deux publications pourraient être grandement améliorées tant sur le fond que sur la forme.

Sur le fond, il convient de définir la nature de la prestation qu doit fournir chaque partenaire (GEP, SIM, ...) afin d'éliminer les redondances possibles entre publications et si possible préciser la demande de produits plus élaborés qu'un simple tableau de données, ceci afin de permettre à l'équipe de concentrer plus son travail sur l'analyse que sur la mise en forme de l'information.

La mission recommande que l'animation locale, puisse organiser rapidement une réunion des partenaires de la CNASA afin d'analyser les publications existantes et de déterminer un nouveau format de bulletin.

Sur la forme, les outils informatiques tant sur le plan de l'appareils (486 4/33) que logiciels (MSWORKS) est parfaitement obsolète pour réaliser une mise en page correcte.

Par ailleurs, le personnel de la CNASA est peu formé à l'utilisation des outils bureautique. *La mission recommande que l'ECA envisage en dehors des formations régionales prévues à Niamey et qui ne concerneront que deux personnes, la possibilité de dupliquer sur certain pays le module de formation "bureautique" (le problème est presque général au niveau des cellules d'analyse).*

Centrale d'information

Il existe maintenant deux lieu de concentration de l'information au Cap Vert:

- la GEP qui compile les données pour la production des annuaires, mais sans système de gestion précis (tableurs),
- la CNASA qui a mis au point une "banque de données" d'un point de vue informatique (Clipper), mais qui pour l'instant est relativement vide.

La GEP pensait transmettre le contenu de la centrale vers la CNASA, qui doit à terme gérer cette activité.

Dans la mesure où les données sont déjà pratiquement à jour sous une forme ou une autre, le problème résidera dans le choix du support informatique (banque CNASA, Centrale DIAPER, ...). A ce niveau, il se peut que des problèmes de transferts existent ainsi que des conflits de nomenclature entre le niveau national et régional.

1.2.5. Formation

Deux problèmes se posent au Cap Vert concernant les formations régionales.

Le premier concerne les conditions d'hébergement au Centre AGRHYMET qui sont jugées en dessous de ce que l'on est en droit d'attendre pour de la formation continue et qui correspondent plutôt à des conditions de logements d'étudiants, ainsi que le niveau de défraiement (15.000 Fcfa par jour) jugé lui aussi insuffisant pour couvrir l'ensemble des frais d'un séjour long (nourriture, transport, blanchisserie, loisirs, ...). En conséquence, la plupart du temps le personnel identifié comme étant le plus à même de participer aux formations préfère céder la place.

Le second concerne une interrogation sur la réalisation des formations longues durées prévues et adoptées pour le Cap Vert et la Guinée Bissau compte tenu de la faiblesse des effectifs en statisticiens constaté dans les deux pays.

Ne pouvant répondre à ces deux questions, la mission recommande que l'ECA, à l'issue du Comité Directeur, puisse apporter une réponse d'une part sur la possibilité d'augmenter le défraiement des stagiaires et d'autre part sur la réalisation du programme longue durée.

1.3. GESTION DES DEVIS-PROGRAMMES

a) Mise en place des fonds FED et des 67 % de contrepartie nationale du Devis-Programme 97/98

La mise en oeuvre du Devis-programme a eu lieu au mois de Mai. Les fonds ont été disponibles au mois de Juin.

L'exécution des fonds FED ne répond pas à une répartition particulière au niveau des budgets, comme dans d'autres dispositifs. Les tableaux ci-après ne reflètent que les dépenses réalisées sur les fonds de l'Union Européenne.

Pour ces fonds le taux d'exécution est de:

- 80 % pour les frais de collecte de l'enquête agricole
- 70 % pour l'enquête SIM
- 52 % pour le budget de l'animation locale.

Au 30 Janvier 1998, la situation détaillée est la suivante:

Enquête agricole permanente (Escudos) 1997/1998

Rubrique	Montant devis 97/98	Montant total payé (FED)	Solde au 30/11/1996	Taux d'exécution
Opérations de collecte				
Indemnités	347.509	PM	347.509	
Frais de mission	441.909	105.470	336.439	
Primes d'analyse	28.746	PM	28.746	
Carburant	473.760	242.500	231.260	
Entretien matériel	745.480	266.643	478.837	
Matériel de collecte	0			
Reproduction des questionnaires	100.000	45.000	55.000	
Recyclage agents de collecte	128.131	PM	128.131	
<i>Total opérations de collecte</i>	<i>2.265.535</i>	<i>659.613</i>	<i>1.605.922</i>	
Equipement				
Moyens de transport				
Matériel informatique et fournitures « centrale »	300.000	237.300	62.700	
<i>Total équipement</i>	<i>300.000</i>	<i>237.300</i>	<i>62.700</i>	
TOTAL budget	2.565.535	896.913	1.668.622	

Enquête Suivi des Marchés (Escudos) 1997/1998

Rubrique	Montant devis 96/97	Montant total payé	Solde au 30/01/1998	Taux d'exécution
Opérations de collecte				
Indemnités	330.889	PM		
Frais de mission	191.204	PM		
Primes	57.492	PM		
Recyclage	38.754	PM		
Carburant	120.960	80.000		
Entretien matériel	235.920	95.700		
Reproduction des questionnaires	64.947	8550		
Transmission fiches	36.400			
<i>Total opérations de collecte</i>		<i>184.250</i>		

Animation locale (Escudos) 1997/1998

Rubrique	Montant devis 97/98	Montant total payé	Solde	Taux d'exécution
Salaires	901.696	567.649	334.047	
Fonctionnement	1.039.224	376.016	663.208	
Impression et Diffusion	1.064.670	474.027	590.643	
TOTAL budget	3.005.590	1.417.692	1.587.898	52 %

Pour la même période, sur les 7.000.000 d'escudos inscrit au budget d'investissement pour couvrir les 67 % de contrepartie de l'Etat capverdien, 2.500.000 escudos ont été mis à la disposition du dispositif.

Le solde étant constitué du salaire des enquêteurs qui sont des agents contractuels de l'Etat.

Le système de paiement de la contrepartie étant faite de façon directe par le Ministère (non par versement sur le compte projet). Actuellement, il n'est pas possible d'avoir une situation des dépenses exécutées sur le budget de l'Etat, compte tenu du fait que ce dernier est exécuté

par année civile et que les services de comptabilité n'ont pas encore fournis les récapitulatifs pour 1997.

Compte tenu de cette situation, la mission recommande comme l'an passé à l'animation locale de fournir avant la tenue du Comité Directeur une situation budgétaire actualisée avec la répartition finale entre budgets FED et Etat.

Si l'on se réfère aux postes utilisés par le budget FED, on se rend compte que le budget est presque entièrement internalisé. Déjà cette année, le principal poste utilisé dans le budget FED est le poste carburant. De l'aveu même de la Direction de la GEP, c'est le poste déplacement (carburant, entretien) qui risque d'être le plus problématique pour la poursuite des enquêtes à l'issue de DIAPER III, les autres dépenses de fonctionnement (salaires, primes, indemnités de déplacement) devraient être prises en charge sans problèmes.

1.4. MISE EN OEUVRE DES CONDITIONNALITES

a) Comité de sécurité alimentaire

Une Commission Nationale pour la Sécurité Alimentaire (CNASA) inter-Ministérielle a été créée en 1989 dans le cadre du projet « Alerte Rapide » de la FAO.

Cette commission a un caractère à la fois politique et technique et constitue le « Comité de Sécurité Alimentaire » au sens donné par la convention, d'autant qu'elle a été officialisée par Décret.

La composition de cette commission n'a pas été modifiée depuis la précédente mission.

Les publications trimestrielle issues des travaux de la commission continuent d'être diffusées régulièrement bien qu'avec un peu de retard.

b) Dispositions prises et/ou envisagées pour la prise en charge des opérations de collecte par l' Etat à hauteur de 81 %.

Le Ministère de l'Agriculture a inscrit dans sa demande de budget d'investissements **9.476.000 Escudos** qui se répartissent comme suit:

- 2.589.687 escudos pour le fonctionnement et le paiement des indemnités qui peuvent donc être considéré comme la contrepartie de l'Etat.
- le solde pour le paiement des salaires du personnel.

Si l'on se réfère au budget prévisionnel, le montant des 81 % de la contrepartie est donc atteint.

1.5. BONUS-MALUS

Compte tenu de la régularité de la mise à disposition par l'Etat Cap verdien de la contrepartie nationale et de la régularité de fonctionnement du dispositif au Cap Vert, la mission recommande au Comité Directeur d'examiner avec bienveillance la requête concernant l'achat complémentaire de 8 motos.

II. PROGRAMMATION DES ACTIVITES A METTRE EN OEUVRE AU COURS DU DEVIS- PROGRAMME III

2.1. LES ENQUETES

2.1.1. L'enquête agricole permanente:

L'enquête agricole est exécutée par le Cabinet d'Etude et de Planification (GEP) du Ministère de l'Agriculture. Les objectifs de l'enquête sont essentiellement: la prévision des récoltes de céréales en octobre, l'estimation de la production agricole annuelle et depuis l'an dernier, les productions des cultures irriguées.

L'enquête couvre toutes les îles agricoles, elle fournit les résultats par île et par Conseil pour l'île de Santiago.

Améliorations méthodologiques:

Les différentes recommandations issues de la mission d'évaluation/programmation de janvier 1997 et relatives à la base de sondage, ont généralement été satisfaites. Les points non encore réalisés le seront dès la prochaine campagne. Il s'agit de la reprise des strates afin de les rendre plus homogènes. D'autre part, suite à l'application de la nouvelle base de sondage, il s'en est suivi une dégradation de la précision dans trois îles (Brava, Maio et Boavista) ce qui s'est traduit par des coefficients de variation très élevés dans les 3 régions. La taille de l'échantillon au 1er degré sera revue à la hausse dans les trois îles afin d'obtenir un niveau acceptable de fiabilité. Toutefois, la taille globale ne dépassera pas les 2.000 exploitations recommandées. La révision envisagée n'aura aucun impact financier sur le budget global de l'enquête.

Autres activités

Pour un meilleur contrôle des enquêteurs sur le terrain, le GEP, qui n'a aucune représentation administrative subnationale, envisage de décentraliser le suivi et le contrôle administratif de l'enquête au niveau des délégués régionaux de l'agriculture. Pour qu'une telle mission se fasse dans de bonnes conditions, il est nécessaire d'apporter un complément de formation/information aux différents délégués afin qu'il soient sensibilisés sur l'intérêt de l'enquête et qu'ils comprennent également les conditions techniques optimales de conduites des différentes opérations de collecte.

Moyens à mettre en oeuvre :

Les moyens à mobiliser dans le cadre des opérations de collecte sont semblables à ceux des années antérieures. Ils ont été cependant majorés dans certains cas pour tenir compte des augmentations du prix du carburant et des frais de transport. D'autre part, vu l'obsolescence du matériel roulant destiné au contrôle et aux opérations de collecte, il a été prévu d'acquérir 8 nouvelles motos afin de satisfaire les besoins les plus urgents.

Enfin, dans le cadre de la formation des délégués, il est prévu des frais d'organisation se décomposant en perdiems, transport, location de salle, carburant, rémunération des formateurs, préparation des documents etc...Le budget prévisionnel relatif à cette activité est inscrit dans la partie budgétaire «Animation locale».

2.1.2. Le Système d'information sur les marchés céréaliers (SIM)

Elle est exécutée par l’Instituto Nacional de Fomento Agrario (INFA). Cependant, dans le cadre des nouvelles restructurations institutionnelles, le SIM sera probablement rattaché au GEP ce qui constituera un bon ancrage tant sur la plan technique que dans le cadre de l’internalisation. Les marchés couverts sont sensés représentés l’ensemble du pays. Le dispositif de collecte de l’enquête suivi des marchés repose sur celui de l’enquête agricole.

La méthodologie de collecte, le nombre de marchés couverts présentés dans la partie évaluation ne connaîtront pas de changements majeurs cette année.

Le programme des publications a été restructuré. Une diffusion rapide à la radio sera testée cette année. La publication du bulletin mensuel sera arrêtée compte tenu de son inopportunité. Par contre il est demandé aux responsables du SIM une plus grande implication dans les diffusions mensuelles, trimestrielles et annuelles de la CNASA avec des analyses plus élaborées. Le SIM publiera par ailleurs un annuaire des prix chaque année. L’ECA apportera son appui pour mieux cadrer le plan et le contenu des différentes publications.

Enfin, pour faciliter ses interventions, le SIM a sollicité la mise en place d’un système de traitement/analyse des données collectées, à l’instar de ceux existants dans certains pays.

Moyens à mettre en oeuvre :

Comme dans le cas de l’enquête agricole, les moyens à mobiliser sont semblables à ceux des années antérieures. Ils ont été majorés également dans certains cas pour tenir compte des augmentations du prix du carburant et des coûts de transport.

2.2 ANALYSE/DIFFUSION

2.2.1 Centrale d’information

Son transfert du GEP à la CNASA sera effectif cette année. Le programme de travail consiste à la poursuite de la collecte massive de données déjà entamée et couvrant la majorité les fichiers de la centrale. La publication de l’annuaire des statistiques séries longues relatif aux domaines clé de la sécurité alimentaire se fait chaque année mais elle connaîtra quelques améliorations tant dans sa présentation que dans son contenu. Un atelier national de sensibilisation et d’information sur le contenu et l’utilité de la centrale d’information sera organisé afin de lancer définitivement le processus de mise à jour/utilisation des données archivées.

Le frais budgétisés dans le cadre de cette activité concernent les indemnités du responsable de la centrale, le carburant de collecte et le coût d’organisation de l’atelier.

2.2.2 Publication

La CNASA est assez avancée dans le processus de valorisation des différentes données, conformément au plan de publication validé suite à l’atelier sur le cadre d’analyse, de diffusion et de gestion de l’information sur la sécurité alimentaire. Le plan de publication arrêté est complet et comprend:

- un bulletin mensuel d’information sur la situation alimentaire;
- un bulletin trimestriel d’analyse de conjoncture
- un bulletin annuel de sécurité alimentaire

- un annuaire série longue de statistiques sur la sécurité alimentaire, publié par la centrale.

Le maintien des bulletins mensuels et trimestriels s'explique par le fait que la CNASA est l'unique structure nationale chargée de toutes les analyses en matière de sécurité alimentaire aussi bien dans le cadre de l'alerte précoce que dans le cadre des analyses de structure. Le secrétariat permanent est cependant aidé par toutes les structures impliquées dans le suivi de la sécurité alimentaire au Cap-Vert. L'ECA apportera son appui pour mieux cibler le contenu et mieux articuler le plan de publication. Elles seront éditées par la CNASA qui en assure déjà la diffusion. Cependant il est à noter que son équipement informatique est totalement obsolète et nécessite un renouvellement, ce qui a fait l'objet d'une proposition dans le présent devis-programme. Certains logiciels utilisés par la cellule ne sont plus courants.

Un budget prévisionnel composé de frais de publication des différents documents retenus et d'équipements informatiques nécessaires aux travaux de base est présenté en annexe.

2.3. L'ANIMATION LOCALE:

Outre la supervision des opérations de collecte de l'enquête agricole qui font partie de ses attributions nationales et de gestion administrative et financière du projet, l'animateur local aura à assurer les appuis techniques suivants:

- Appui à l'exécution du programme de formation des délégués.
- Au niveau du SIM,
 - * suivi de l'exécution, de la supervision et du contrôle de l'enquête,
 - * suivi et appui à l'analyse et à la publication des bulletins.
 - * suivi formation en analyse de prix dispensée au niveau régional.
 - * suivi et appui à la mise au point d'un système informatique de traitement/analyse des données (activité régionale).
- Analyse Diffusion et centrale d'information,
 - * transfert de la centrale,
 - * appui à la mise à jour des fichiers,
 - * appui à la publication de l'annuaire statistique séries longues,
 - * appui aux analyses et à la publication des bulletins.
 - * appui à la tenue de l'atelier sur la centrale.
 - * appui à l'organisation des publications autour de la CNASA.

2.3. PARTICIPATION DE L'ETAT A LA PRISE EN CHARGE DE FRAIS DE COLLECTE:

Le budget prévisionnel du devis-programme 1998/1999 s'élève à 14.072.836 Escudos répartis comme suit entre l'enquête agricole, le système d'information du marché céréalier, les analyses/diffusion , la centrale d'information, la formation, l'organisation d'un atelier et l'animation locale (les tableaux détaillés sont consignés dans le paragraphe «budgets prévisionnels» :

En Escudos

	Opérations de collecte	Fonctionnement	Equipement	Atelier/Formation	TOTAL
Enquête agricole	2 362 336	0	3 200 000	838 750	6 401 086
SIM céréales	834 796	0	0	0	834 796
Analyse/diffusion/Centrale	0	2 349 849	1 320 000	0	3 669 849
Animation locale	0	2 658 105	0	509 000	3 167 105
TOTAL	3 197 132	5 007 954	4 520 000	1 347 750	14 072 836

Le montant global des frais de collecte s'élevant à 3.197 132 escudos (soit 30.030 ecu), la participation de l'Etat à ces frais à concurrence de 81 % sera donc de 2.589.677 escudos. Des dispositions ont été prises au niveau du Ministère de l'Agriculture pour insérer dans le budget d'investissement un montant de 9.476.000 escudos.Il doit couvrir les salaires des enquêteurs en plus de la contrepartie nationale. L'adoption du budget avec ce montant permettra de couvrir les frais de participation de l'Etat.

ANNEXES

Annexe 1: Liste des personnes rencontrées

Annexe 2: Evolution synoptique de la composante nationale

Annexe 3: Evolution de l'enquête agricole

Annexe 4: Evolution du Sim céréales

Annexe 5 : Inventaire du matériel acquis au titre de DIAPER III

Annexe 6: Budgets détaillés

Annexe I: LISTE DES PERSONNES RENCONTREES

Messieurs :

INUSA Barry	Animateur local DIAPER
	Chargé d'affaires à la Délégation de la Commission des Communautés Européennes
CANUTTO Alcides	Attaché administratif à la Délégation de la Commission des Communautés Européennes
OLENDE Fernand	Responsable de la Division commercialisation à l'INFA
Fernando Jorge Leal ANDRADE	Directeur du GEP

Mme

Alayde DIAZ	CNASA
Adelina VICENTE	CNASA

ANNEXE 2: EVOLUTION DE LA COMPOSANTE NATIONALE DIAPER

	An 1	An 2	An 3	CAP VERT An 4
Cadre institutionnel	Composante nationale = membres de la CNASA Travaux animés par la CNASA et le GEP et le secrétariat permanent de la CNASA	Composante nationale = membres de la CNASA Travaux animés par la CNASA et le GEP et le secrétariat permanent de la CNASA	Composante nationale = membres de la CNASA Travaux animés par la CNASA et le GEP et le secrétariat permanent de la CNASA	Composante nationale = membres de la CNASA Travaux animés par la CNASA et le GEP et le secrétariat permanent de la CNASA
Structures participantes	- GEP - Direction générale de l'agriculture, sylviculture et élevage, DIAPER (constitution du secrétariat permanent)	- GEP - Direction générale de l'agriculture, sylviculture et élevage, - DIAPER	- GEP - Direction générale de l'agriculture, sylviculture et élevage, - DIAPER	- GEP - Direction générale de l'agriculture, sylviculture et élevage, - DIAPER
Fréquence annuelle et objet des rencontres	Tous les mois de mai à octobre. + réunions conjoncturelles	Tous les mois de mai à octobre. + réunions conjoncturelles	Toutes les decades de mai à octobre. + réunions conjoncturelles	Toutes les decades de mai à octobre. + réunions conjoncturelles
Résultats des travaux de la composante (bulletins, rapports, décisions, ...)	GEP collecte et fournit l'information de base. CNASA rédige et publie un bulletin trimestriel de la situation alimentaire. Bulletins type Flash lorsque la situation l'exige	GEP collecte et fournit l'information de base. CNASA rédige et publie un bulletin trimestriel de la situation alimentaire. Bulletins type Flash lorsque la situation l'exige	GEP collecte et fournit l'information de base. CNASA rédige et publie un bulletin trimestriel de la situation alimentaire. Bulletins type Flash lorsque la situation l'exige	GEP collecte et fournit l'information de base. CNASA rédige et publie un bulletin trimestriel de la situation alimentaire. Bulletins type Flash lorsque la situation l'exige
Problèmes rencontrés				

	Annexe 3: TABLEAU D'EVOLUTION SYNOPTIQUE DE L'ENQUETE AGRICOLE	An 1 (94/95)	An 2 (95/96)	An 3 (96/97)	An 4 (97/98)	Cap vert
Année d'origine de la base de sondage	1988	1988	1988 (début de recensement des exploitations pour constituer une nouvelle base de sondage)	1988 (début de recensement des exploitations pour constituer une nouvelle base de sondage)	1988 Fin des travaux de recensement des exploitation, renouvellement de l'échantillon en 1998	1988
Taille échantillon 1^{er} degré	156	159	150	150	150	150
Tirage de l'échantillon (oui / non)	non	non	non	non	non	non
Taille de l'échantillon du 2^{ème} degré	3537	3975	1800	1800	1800	1800
Tirage de l'échantillon (oui / non)	non	non	oui	oui	oui	oui
Modification du questionnaire	6 fiches	6 Fiches (fiches prévision sont saisies mais non utilisées à cause du décalage du calendrier agricole)	6 Fiches Test des cultures irriguées	6 Fiches Poursuite test des cultures irriguées	6 Fiches cultures pluviales Poursuite test des cultures irriguées	6 Fiches cultures pluviales Poursuite test des cultures irriguées
Liste des manuels disponibles et utilisés - la date de conception/modification	Manuel enquêteur 1988 Manuel contrôleur 1988	Manuel enquêteur 1996 Manuel contrôleur 1988	Manuel enquêteur 1996 Manuel contrôleur 1988	Manuel enquêteur 1996 Manuel contrôleur 1988	Manuel enquêteur 1996 Manuel contrôleur 1996 Manuel de traitement: en cours	Manuel enquêteur 1996 Manuel contrôleur 1996 Manuel de traitement: en cours
Existence d'un système de saisie traitement saisie (date de conception)	Saisie DBASE Traitement SP6 Publication Lotus / Wordperfect	Saisie DBASE Traitement SP6 Publication Lotus / Wordperfect	Saisie DBASE Traitement SP6 Publication Lotus / Wordperfect	Saisie DBASE Traitement SP6 Publication Lotus / Wordperfect	Saisie DBASE Traitement SP6 Publication Lotus / Wordperfect	Saisie DBASE Traitement SP6 Publication Lotus / Wordperfect
Taux de couverture moyen						
Au moment de prévision					90 %	
Au moment des estimations					98 %	
Date de parution des résultats						
Des prévisions	95/96 Octobre 95	96/97 : octobre 96	97/98 Octobre 97			
Des résultats définitifs	95/96 : juillet 96	96/97 Avril 97				
Problèmes particuliers survenus lors de chaque campagne						

Annexe 4: TABLEAU D'EVOLUTION SYNOPTIQUE DE L'ENQUETE SIM : CEREALES

	An 1	An 2	An 3	An 4
Année d'origine de la base de sondage (indiquer surtout s'il y a eu un changement)				
Taille échantillon (nbre de marchés couverts)	6 marchés producteurs 27 marchés consommateurs	7 marchés producteurs 14 marchés consommateurs	7 marchés producteurs 14 marchés consommateurs	7 marchés producteurs 14 marchés consommateurs
Nbre de produits concernés	16 produits	16 produits	16 produits	16 produits
Modification du questionnaire (indiquer les entrées et sorties de fiches ou les fiches modifiées)	2 fiches prix: - céréales - légumes			
Liste des manuels disponibles et utilisés (éventuellement la date de conception)	pas de document précis			
Existence d'un système de saisie	Système de saisie sur MSWORKS			
Taux de couverture moyen			très variable	entre 70 et 80 % des marchés couverts entre J et J+2
Date de parution des résultats				
Bulletin décadaiire ou hebdo	oui journal	oui journal	oui : journal	oui : journal
Bulletin mensuel	non (données analysées mais non publiées)			
Bulletin trimestriel	dans le cadre des bulletins CNASA			
Bulletin annuel	problèmes de publication dans le journal arrêt pendant 6 mois	problèmes de publication dans le journal arrêt pendant 6 mois	problèmes de publication dans le journal arrêt pendant 6 mois	problèmes de publication dans le journal arrêt pendant 6 mois
Problèmes particuliers survenus lors de chaque campagne				

PAYS : CAP VERT

Annexe 5: INVENTAIRE DU MATERIEL ACQUIS AU TITRE DE DIAPER III

DESIGNATION	DP 94/95		DP 95/96		DP 96/97		DP 97/98		TOTAL		DESTINATION (1)	
	prévu	acquis	prévu	acquis	prévu	acquis	ACQUIS	E.A	AL	SIMC	Centrale d'inf.	
I. Engins à deux (2) roues							-	-	-	-	-	
1. Bicyclettes							-	-	-	-	-	
2. Mobylettes							-	-	-	-	-	
3. Motos	6	4	2	1	20	16	21	21	-	-	-	
II. Matériel de collecte												
1. Boussoles			18		18		18	18	-	-	-	
2. Jalons							-	-	-	-	-	
3. Calculatrices				7	7		7	7	-	-	-	
4. Balances					31	31			-	-	-	
5. Chaînes/rubans							-	-	-	-	-	
6. Pesons							-	-	-	-	-	
7. Clinomètres			10				10	10	-	-	-	
III. Matériel informatique												
- Micro-ordinateur	3	3	1	1	1	1	6	2	2	1	1	
- Imprimante	3	3			1	1	4		2	1	1	
- Onduleur					1	1	1	1	1	1	1	
IV. Mat. de rephotographie									1	1	-	
- Photocopieur	1		1						-	-	-	
- Duplicateur											-	

Annexe 6: Budgets détaillés**PAYS : CAP VERT****DESIGNATION DE L'ENQUETE : ENQUETE AGRICOLE 1998/99****SERVICE OU ORGANISME RESPONSABLE : GABINETE DE ESTUDOS E PLANEAMENTO
EN ESCUDOS (1 ECU=106,467ESCUOS)**

DESIGNATION	ESTIMATION DES COUTS			FED	ETAT
	Nombre	coût unit.	coût total		
I. OPERATION DE COLLECTE					
1.1 Frais de personnel			810,725		
1.1.1 Indemnités			304,070		
- Superviseurs			287,461		
Cultures pluviales (45ecu/mois*6*6mois)	36	4,791	172,477		
Cultures irriguées (45ecu/mois*6*4mois)	24	4,791	114,984		
- Saisie (26 ecu/mois*2*3mois)	6	2,768	16,609		
1.1.2 Frais de mission			477,909		
- Déplacement îles			465,133		
.per diem superv. (26ecu/jx5jx6îlesx3missions)	90	2,768	249,133		
.billet d'avion	18	12,000	216,000		
- Déplacement Santiago			12,776		
. per diem superv. (2j*13ecu/j*3missions)	6	1,384	8,304		
. per diem chauffeur (2j/mission*7ecu/j*3missions)	6	745	4,472		
1.1.3 Primes d'analyse	1		28,746		
- Informaticien (45ecu/mois*1mois)	1	4,791	4,791		
- Analyste (agent contractuel:45ecu/mois*5mois)	5	4,791	23,955		
1.2 Carburant			564,000		
- Enquêteurs à temps plein			465,000		
Cultures pluviales (20lx31x6mois)	3720	75	279,000		
Cultures irriguées (20lx31x4mois)	2480	75	186,000		
- Superviseurs			90,000		
Cultures pluviales (30lx4x6mois)	720	75	54,000		
Cultures irriguées (30lx4x4mois)	480	75	36,000		
- Superviseurs (3missions*200km/missions*2l/100km)	120	75	9,000		
1.3 Entretien matériel			745,480		
- Véhicule	1	323,972	323,972		
- Motos (33 motos)			362,015		
- Photocopieuse	1	59,493	59,493		
1.4 Reproduction des questionnaires			100,000		
1.5 Formation et recyclage des agents de collecte			142,131		
- îles (formation des enquêteurs)			142,131		
.per diem enquêteurs (26ecu*7*3)	21	2,768	58,131		
.billet d'avion (7 aller-retour)	7	12,000	84,000		
TOTAL OPERATIONS DE COLLECTE			2,362,336	448,844	1,913,492

I. EQUIPEMENT					
-Achat 8 motos pour enquêteurs et contrôleurs	8	400,000	3,200,000	3,200,000	-
TOTAL EQUIPEMENT			3,200,000	3,200,000	-
TOTAL BUDGET			5,562,336	3,648,844	1,913,492

PAYS : CAP VERT**DESIGNATION DE L'ENQUETE : ENQUETE SUIVI DES MARCHES 1998/99****SERVICE OU ORGANISME RESPONSABLE : INSTITUTO NACIONAL DE FOMENTO AGRARO***EN ESCUDOS (1 ECU=106,467ESCUDOS)*

DESIGNATION	ESTIMATION DES COUTS			FED	ETAT
	Nombre	coût unit.	coût total		
OPERATION DE COLLECTE					
1. Frais de personnel			353,529		
1.1 Indemnités			43,439		
- Contrôleur (34ecu*12mois)	12	3,620	43,439		
1.2 Frais de mission			213,844		
- Déplacement îles cadres de l'INFA .per diem (26ecu/j*3j*5iles*2)	30	2,768	83,044		
.billets d'avion (10 aller-retour)	10	12,000	120,000		
- Déplacement Santiago .carburant (20litres*12mois)	240	45	10,800		
1.3 Primes d'analyse (45ecu*12mois)	12	4,791	57,492		
1.4 Recyclage enquêteurs (26ecu*1jour*14)	14	2,768	38,754		
2 Carburant			144,000		
- Contrôleur INFA (20lx1x12)	240	75	18,000		
- Enquêteurs GEP (10lx14x12mois)	1680	75	126,000		
3. Entretien matériel			235,920		
- Moto (entretien et assurance)	1	14,441	14,441		
- Photocopieuse	1	59,493	59,493		
- Véhicule	1	161,986	161,986		
4. Reproduction questionnaires			64,947		
5. Frais de transmission des fiches de collecte	52	700	36,400		
TOTAL OPERATIONS DE COLLECTE			834,796	158,611	676,185
TOTAL BUDGET			834,796	158,611	676,185

REPUBLIQUE DU CAP VERT
BUDGET DE L'ANIMATION LOCALE 1998/99
EN ESCUDOS (1 ECU=106,467ESCUOS)

	Nombre	Coût Unit	TOTAL	FED
I SALAIRE ET CHARGES SOCIALES			919,641	919,641
1.1 Rémunérations			736,550	736,550
- Animateur local (indemnités)	12	29,050	348,596	348,596
- Secrétaire-Comptable			387,954	387,954
salaire	12	30,790	369,480	369,480
provision pour augmentation de salaire	12	1,540	18,474	18,474
1.2 Charges sociales			183,091	183,091
- Charges sociales (Secrétaire comptable)	12	6,466	77,591	77,591
- Assurance santé (Animateur et secrétaire)	2	52,750	105,500	105,500
II FONCTIONNEMENT			1,078,464	1,078,464
2.1 Carburant			239,250	239,250
-Carburant et billets mission appui terrain			153,000	153,000
Santiago (40l*3 missions)	120	75	9,000	9,000
îles (2 mission/îles)	12	12,000	144,000	144,000
-Carburant pour Animation	1150	75	86,250	86,250
2.2 Perdiems			166,089	166,089
-Frais de mission Animateur			159,381	159,381
Santiago (13ecu*3*3j)	9	1,384	12,457	12,457
îles (23ecu/j*5j*6îles*2)	60	2,449	146,924	146,924
-Frais de mission chauffeur			6,707	6,707
Santiago (7ecu*3*3j)	9	745	6,707	6,707
2.3. Fourniture de bureau			135,440	135,440
2.4. Frais de téléphone, Fax et Poste			180,586	180,586
2.5 Entretien matériel de bureau			318,223	318,223
- Photocopieuse			75,244	75,244
- Véhicule (y compris assurance)			242,979	242,979
2.6 Prestations de services (30,42ecu/mois)	12	3,240	38,877	38,877
III IMPRESSION ET DIFFUSION			660,000	660,000
3.1 Résultats définitifs enquête agricole (100 copies)	100	2,500	250,000	250,000
3.2 Annuaire SIM céréales (100 copies)	100	1,500	150,000	150,000
3.3 Diffusion hebdomadaire SIM céréales			160,000	160,000
3.4 Autres publications statistiques (forfait)			100,000	100,000
IV ATELIERS			509,000	509,000
4.1 Atelier sensibilisation centrale			509,000	509,000
TOTAL ANIMATION NATIONALE			3,167,105	3,167,105

PAYS: CAP VERT

DESIGNATION: GESTION CENTRALE D'INFORMATION ET ANALYSE DIFFUSION 1998/99
SERVICE OU ORGANISME RESPONSABLE : CNASA

1 ECU = 106,467 Escudos

DESIGNATION	Nombre	Coût unitaire	Coût total	
	MOIS	Escudos	(Escudos)	FED
1.				
1.1. Carburants			18,000	18,000
Déplacements mise à jour(20 litres par mois)	240	75	18,000	18,000
1.2. Consommable	12	7,000	84,000	84,000
1.3. Entretien matériel			74,441	74,441
Moto	1	14,441	14,441	14,441
Matériel informatique (forfait)	1	60,000	60,000	60,000
1.4. Indemnités			43,440	43,440
1 cadre chargé de la mise à jour	12	3,620	43,440	43,440
TOTAL CENTRALE INFORMATION			219,881	219,881
2 PUBLICATIONS				
2.1. Bulletin mensuel			108,000	108,000
30 copies par mois *300 Escudos/copie	360	300	108,000	108,000
2.2. Bulletin trimestriel			600,000	600,000
200 copies par trimestre *750 Escudos/copie	800	750	600,000	600,000
2.3. Bulletin annuel			500,000	500,000
200 copies par an *2 500 Escudos/copie	200	2,500	500,000	500,000
2.4. Annuaire statistique séries longues			500,000	500,000
200 copies par an *2 500 Escudos/copie	200	2,500	500,000	500,000
2.5. Primes de publication			229,968	229,968
4 cadres à 4 791 Escudos/mois	48	4,791	229,968	229,968
2.6. Frais de diffusion			300,000	300,000
50 envois par publication	300	1,000	300,000	300,000
TOTAL PUBLICATIONS			2,129,968	2,129,968
3 EQUIPEMENT			1,320,000	1,320,000
1 Micro-ordinateur	1	500,000	500,000	500,000
1 Micro-ordinateur	1	400,000	400,000	400,000
2 onduleurs	2	150,000	300,000	300,000
1 imprimante	1	120,000	120,000	120,000
TOTAL			3,669,849	3,669,849

PAYS: CAP VERT**DESIGNATION: FORMATION EN METHODES STATISTIQUES ET CONDUITES DES ENQUETES**

1 ECU =106,467 Escudos

DESIGNATION	Nombre	Coût unitaire	Coût total	FED
		(Escudos)	TOTAL	
1 Perdiems			342,000	342,000
Participants(13*6 jours de formation)	78	3,000	234,000	234,000
Formateurs(3*6jours de formation)	18	5,000	90,000	90,000
Chauffeurs	18	1,000	18,000	18,000
2 Transport			153,750	153,750
Transport participants régionaux (billets)	10	12,000	120,000	120,000
Carburant transport formation	450	75	33,750	33,750
3 Documents			145,000	145,000
Elaboration documents (consultant formateur)		Forfait	100,000	100,000
Documents de formation	25	1,000	25,000	25,000
Autres documents		Forfait	20,000	20,000
4 Autres frais		Forfait	150,000	150,000
(location salle, publicité,kit participants)				
5 Pause café	240	200	48,000	48,000
TOTAL			838,750	838,750